



Paris, le 11 septembre 2025

COMMUNIQUÉ

Avec 100 000 personnes sans-domicile logées depuis 2017, les adhérents de l'Unafop sont pleinement mobilisés pour le Logement d'Abord

Alors que la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal) organise, en cette rentrée, les Journées du Plan Logement d'abord 2, l'Unafop tient à rappeler le rôle structurant du logement accompagné dans l'accès au logement des personnes en situation de précarité et appelle le Gouvernement à maintenir les objectifs de production et à sécuriser les financements nécessaires au secteur.

Depuis 2017, selon les chiffres de la Dihal, ce sont 710 000 personnes sans domicile qui ont pu accéder à un logement, grâce aux deux plans Logement d'abord. Le principe fondateur est simple : le logement constitue la première étape de l'insertion, à condition d'y associer un accompagnement adapté. En proposant un logement autonome, abordable et sécurisé, adapté aux besoins de publics très divers et reposant sur un accompagnement de proximité, le logement accompagné en constitue l'une des expressions les plus concrètes.

Avec 155 000 logements partout en France, y compris en Outre-mer, le réseau de l'Unafop participe pleinement à la réduction des inégalités économiques et sociales, favorise l'inclusion, s'intègre aux dynamiques locales et offre des réponses agiles aux enjeux socio-démographiques. Depuis le début du plan Logement d'abord, ce sont près de 100 000 personnes issues de la rue ou de dispositifs d'hébergement qui ont pu accéder à un logement accompagné, principalement en résidences sociales, grâce aux acteurs du secteur. En 2024, elles étaient par exemple plus de 14 000 à obtenir les clés d'un logement, tous dispositifs confondus. Parmi elles, 65 % ont ensuite rejoint un logement de droit commun, un taux qui s'élève à près de 80 % dans les résidences sociales pour jeunes. Ces résultats confirment le rôle de tremplin joué par le logement accompagné, notamment pour les personnes ayant de forts besoins d'accompagnement ou aux ressources limitées.

Pourtant, dans un contexte politico-économique mouvementé, les signaux d'alerte se multiplient : baisse des financements, frilosité de certains élus, crise de la construction. Alors que les besoins augmentent et que l'absence de logement reste la première cause d'exclusion, l'avenir du secteur et de ses 12 000 salariés est menacé.

Dans un contexte d'instabilité politique, l'Unafop appelle le futur Gouvernement à prendre en compte l'impact social du logement accompagné et à ne pas faire de l'action sociale la variable d'ajustement du futur budget. C'est dans l'investissement social que réside la seule économie durable : réduire aujourd'hui les budgets du logement accompagné, c'est aggraver demain les coûts sociaux et humains. À l'heure où se dessinent les arbitrages économiques à venir, nous invitons l'État à adopter une vision de long terme : garantir l'accès au logement pour tous, donner aux jeunes une place dans la société et reconnaître pleinement le rôle indispensable du logement accompagné.

Contact presse :

Jordan CHEVREAU

Responsable de la communication

jordan.chevreau@unafop.org

06.28.01.06.97